

Et après ?

Par Carlos EDDÉ* | mercredi, juin 15, 2011

Penser qu'après 40 ans de répression, corruption, mépris total des droits de l'homme, les leaders syriens seraient capables de changer ou de faire croire au peuple que leurs promesses de réformes sont sérieuses tient du conte de fées. Comment ces dictateurs peuvent-ils imaginer qu'au XXI^e siècle, il soit encore possible de maintenir les personnes dans l'ignorance et de pouvoir ainsi les contrôler à long terme ? Comment peut-on ignorer la puissance des moyens de communication dont chacun pratiquement dispose via Internet, les téléphones portables et les images ? Ne nous faisons plus d'illusions ; la question n'est plus : « Est-ce que le régime syrien peut encore tenir en place ? », mais « Jusqu'à quand pourra-t-il se maintenir au pouvoir ? ».

Donc le point fondamental est maintenant : et après ? L'avenir importe, d'abord et surtout, aux Syriens, bien sûr, mais il concerne aussi tous les peuples voisins, et plus particulièrement les Libanais, dont la politique des dernières décennies a été forgée à Damas. La révolte populaire syrienne a plongé le Liban dans une stagnation politique, en attendant de voir qui sortira gagnant de ce bras de fer. Le fait que l'alliance du 8 Mars ait mis des mois à former un gouvernement, faisant toutes sortes de concessions, malgré la majorité parlementaire acquise par la menace, en est la preuve. Où est l'arrogance des collaborateurs du régime baassiste ? Où sont les menaces de « casser des bras » ou de « nouveaux 7 Mai » ? Il suffit déjà de voir le changement de ton chez les porte-parole de ceux que l'on a trop longtemps appelés les prosyriens libanais (le terme exact aurait dû être les pro-Assad libanais, mais personne n'avait le courage de l'employer). Tout à coup, « on » devient moins impoli et étrangement consensuel.

Un silence s'est abattu sur une grande partie de la classe politique libanaise concernant les massacres des manifestants en Syrie. Les motifs sont des plus divers, mais aucun n'est particulièrement honorable. Il existe chez beaucoup un atavisme qui consiste à attendre le résultat du bras de fer. Rappelons-nous l'une des grandes maximes politiques libanaises qui dit : « La main que vous ne pouvez contrer, embrassez-la et souhaitez que quelqu'un la casse. »

Sous prétexte de non-intervention dans les affaires des autres, des politiciens libanais du 8 Mars répètent devant leur entourage ce qui suit : « Quels que soient les défauts du régime de Damas, il reste toujours mieux que de voir arriver au pouvoir un gouvernement issu d'une majorité sunnite. » Le danger de la doctrine de l'alliance des minorités, si chère aux partisans du 8 Mars, consiste à essayer de contenir la majorité par les minorités, en mobilisant les personnes au sein de ces communautés par un discours extrémiste basé sur la peur et sur la haine. Ainsi, elle met en avant un leadership fanatique et suscite des réactions extrêmes chez les adversaires. Ce raisonnement est en train de montrer ses limites en Syrie. Plus le régime va essayer de rester au pouvoir par la répression, et plus la réaction risque d'être terrible pour tous les habitants de la région car elle aura discrédité, et pour longtemps, les leaders modérés, aussi bien chez les minorités que chez la majorité. Les peuples, comme les personnes, n'évoluent que par leur propre expérience et n'apprennent que par leurs propres erreurs. Une personne trop contrôlée durant son enfance, son adolescence et même à l'âge adulte par des parents dominateurs aura du mal à faire face à ses problèmes et ses responsabilités le moment venu. De même, un peuple resté trop longtemps sous tutelle finira par commettre des erreurs et des excès inutiles au

moment de se libérer du joug qui le tient. La démocratie est, malgré tous ses risques et défauts, le meilleur système politique, car s'il n'empêche pas les erreurs de parcours, il permet leur correction et entraîne, à long terme, le développement d'une société mature et stable.

Dire, comme le font les partisans du 8 Mars, qu'un régime tel que celui de Damas doit rester au pouvoir en Syrie afin de « mater » les gens et éviter qu'un peuple suive sa voie est immoral et honteux, en premier lieu vis-à-vis du peuple syrien. Mais c'est surtout inefficace et irréalisable, car ce qui doit arriver finira par arriver tôt ou tard, et la répression ne fera qu'empirer les événements à venir. Cette folie risque de nous mener tous à des pertes irréparables. Il est donc primordial de tenir un discours politique basé sur la justice, l'équité et les valeurs humaines, sans tenir compte des petits calculs d'usuriers de la politique.

Et après ? Il existe un problème auquel tous les Libanais qui souhaitent une réforme politique durable et l'édification d'un État de droit devront faire face : quel sera l'avenir de ceux qui sont arrivés au pouvoir et s'y sont maintenus grâce au soutien du régime syrien ? Que deviendront ceux qui ont abusé du pouvoir et se sont enrichis au détriment du peuple libanais dans son ensemble ?

Il est fort possible qu'ils réussissent à se maintenir au pouvoir sous un autre discours et par d'autres justifications. En général, ils veulent nous faire croire « qu'ils ont fait le don de leur personne pour nous éviter pire », ou alors : « Maintenant que les Syriens ne sont plus physiquement là, quel mal y a-t-il à collaborer pour implanter leur politique au Liban ? » Et c'est toujours dans l'intérêt suprême de la nation qu'ils ont été poussés à le faire. Quand on est habitué à la collaboration, on sait comment retourner sa veste.

Cette transition pourrait se faire, hélas, avec le consentement, d'une façon ou d'une autre, de la majorité du peuple libanais – pour plusieurs raisons. La plus délicate est d'ordre sociologique car les Libanais ont, dans leur majorité, une mentalité de « zelm » et non une culture de citoyens. Leur allégeance se place envers une communauté, une personne ou une famille (même sous des apparences de partis), et non pas envers un idéal ou un modèle de système politique. Cette loyauté basée sur un système de clientélisme permettra aux hommes politiques de faire valoir une quantité de zelm à négocier au moment de leur transition.

De plus, pour la plupart des Libanais, le jeu politique consiste beaucoup plus à faire gagner leur favori et/ou faire perdre leurs adversaires qu'à trouver des solutions durables à des problèmes socio-économiques. Si le zaïm gagne, les zelm sont contents ! S'il s'enrichit, mieux vaut lui que d'autres ! On suit le zaïm, un point c'est tout.

D'autre part, même entre les adversaires politiques, il y a une reconnaissance mutuelle de cet état de fait. Il sera bien plus facile, à ceux qui auront le dessus au lendemain d'un changement de régime à Damas, de préférer traiter avec des adversaires affaiblis (et leur prix est souvent affiché), mais connus, que de voir venir une nouvelle vague de politiciens réformistes.

Notre histoire est riche d'exemples de retournement et de cooptation. Une des moins connues mais des plus amusantes a eu lieu dans la résidence familiale : en 1943, après les élections législatives libanaises, la composition de la Chambre des députés assurait la victoire d'Émile Eddé à la présidence de la République. Sa maison était toujours pleine de politiciens, d'hommes d'affaires et de notables. Un jour, alors que la maison était bondée, arrive discrètement l'information selon laquelle la Grande-Bretagne, représentée par le général Spears, refuserait de reconnaître la victoire d'Émile Eddé. Cette rumeur se répandit tellement vite qu'en moins d'un quart d'heure, la maison se vida. Ce fut à qui pouvait quitter le plus vite et arriver le plus tôt chez le futur président Béchara el-Khoury, qui habitait à 400 m de là. Les mêmes propos qui avaient été tenus moins d'une heure auparavant envers Émile Eddé étaient repris à l'égard de Béchara el-Khoury. Et plus on avait été élogieux avant, plus l'on devenait virulent après. Le côté particulièrement drôle est que certains quittèrent si vite qu'ils laissèrent derrière eux leurs manteaux et leurs chapeaux. Ils n'eurent pas le courage de revenir les chercher, de crainte d'être vus entrant

dans la maison d'Émile Eddé, qui eut l'élégance de les faire livrer discrètement à leurs propriétaires...

Dans la politique libanaise, le recyclage est traditionnel et n'étonne pas vraiment. Il y aura toujours hélas un moyen d'entente entre les copains et les coquins.

****Amid du Bloc national.***